

doc
CA1
EA77
76E15
FRE

DOCS
CA1 EA77 76E15 FRE
Economic Summit Conference Puerto
Rico June 27-28, 1976 : background
material for the press = Sommet
economique de Puerto Ri
32768466

.61939300 (E)

193-279/6/6

PROPERTY OF HISTORICAL DIVISION
DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS

Dept. of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères
MAR 10 2004
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

FAH

c-1/22

Economic Summit Conference Puerto Rico

June 27-28, 1976

BACKGROUND MATERIAL FOR THE PRESS

Sommet économique de Puerto Rico

27 et 28 juin 1976

32762466

43-239-209

PROPERTY OF HISTORICAL DIVISION
DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS

DOCUMENTATION À L'INTENTION DE LA PRESSE

LIBRARY DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

RETURN TO HISTORICAL DIVISION
DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS

M. Head: Comme vous savez, la réunion de San Juan a lieu dimanche et lundi prochains. Nous avons l'intention de commencer au cours de l'après-midi dimanche -- il m'est impossible d'être plus précis -- et de terminer je ne sais trop quand lundi après-midi. Vous voyez que les dispositions prises sont très flexibles et que les chefs d'Etat et des conseillers ministériels auront toute latitude pour mener la réunion comme ils l'entendront.

Dans certains milieux, cette réunion a été baptisée Rambouillet II. A Ottawa, nous l'appelons la Conférence de San Juan. Il s'agit peut-être du deuxième d'une série de sommets économiques auxquels le Canada participera.

Vous vous rappelez sans doute qu'il y avait dans le monde un sentiment de crise économique au moment où a été convoqué le sommet de Rambouillet. Les économies des principaux pays industrialisés étaient toutes aux prises avec l'inflation galopante et avec les problèmes de chômage qui l'accompagnaient. Il fallait en même temps résoudre certaines difficultés monétaires et économiques bilatérales, sinon multilatérales. Trois problèmes s'étaient posés au Fonds monétaire international: deux d'entre eux ont été résolus de façon satisfaisante, mais le troisième échappe jusqu'ici à toute solution. La difficulté est de savoir si les taux de change seront fixes ou flottants. Les deux principaux protagonistes de ce débat étaient la France et les Etats-Unis. C'est alors qu'il a été décidé de réunir ce qu'on a appelé les Cinq Grands. L'Italie a également été invitée pour deux raisons: d'abord, l'économie italienne était fragile et la lire très faible à ce moment; ensuite, l'Italie pouvait être considérée comme un représentant de la Communauté européenne à ce sommet.

Vous vous souvenez que le Canada avait trouvé très fâcheux de n'avoir pas été invité, lui qui pourtant affichait un produit national brut supérieur à celui de l'Italie et presque égal -- aujourd'hui supérieur -- à celui du Royaume-Uni. Nous sentions alors que le Canada avait tout à fait le droit et, bien entendu, qu'il avait tout intérêt à participer à une telle rencontre.

De plus, nous avons l'impression que c'était créer un dangereux précédent que de laisser au seul pays hôte le soin de dresser la liste des participants à une rencontre internationale.

Ces positions ont été énoncées avec force à l'époque dans la communauté internationale, et elles ont même reçu un appui considérable de la part des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon. L'Italie, quant à elle, n'avait pas d'objection. Quoi qu'il en soit, les Français ne sont pas revenus sur leur décision et le sommet a eu lieu en l'absence du Canada. Tout indiquait cependant que si une deuxième session était convoquée, le Canada cette fois serait invité; et c'est ce qui s'est produit.

Vous connaissez sans aucun doute l'annonce, ou la déclaration, du Président Ford qui allait de pair et coïncidait avec celle de la convocation de la réunion. Le Président y disait que dans le contexte de l'économie internationale, les économies nationales et l'économie mondiale étant ballottées dans tous les sens, il était important que les dirigeants des principales économies n'attendent pas que la crise leur tombe dessus pour tenter de la résoudre; il fallait plutôt essayer de prévoir les crises, ou planifier à l'avance et les prévenir à un stade où elles ne sont pas encore imminentes.

(over)

Tous les économistes avaient d'ailleurs la ferme conviction que si on laissait le redressement économique des nombreux pays industrialisés suivre son cours sans le refréner, une nouvelle spirale inflationniste prendrait naissance, beaucoup plus difficile à briser que par le passé. C'est pour cette raison que le Président Ford, sur les conseils de ses planificateurs économiques, s'est entretenu avec les dirigeants des autres nations industrialisées, y compris cette fois le Canada. Il a par la suite été décidé qu'il serait dans l'intérêt de tous de se consulter.

L'ordre du jour est passablement flexible et cela nous semble une bonne chose. Cet horaire permettra aux dirigeants de discuter des questions qui leur paraissent les plus importantes et d'y consacrer tout le temps nécessaire. Ainsi, ils auront toute la latitude voulue, au lieu d'être astreints à un ordre du jour établi arbitrairement, et qui, à l'occasion de certaines conférences internationales, ne reflète pas les intérêts fondamentaux des participants.

Le principal point de ce non-programme, si je puis l'appeler ainsi, sera un examen en termes macroéconomiques de l'état de l'économie mondiale et une étude de la performance de plusieurs pays industrialisés.

Il est impossible à ce stade-ci d'évaluer la durée de cette discussion particulière. Il va sans dire qu'on y fera allusion à des questions monétaires et fiscales de même qu'on parlera du commerce et de l'énergie.

Le deuxième point à l'étude fera l'objet d'un débat sur les relations entre les pays industrialisés et le Quart-Monde. Les pays industrialisés auront pour la première fois l'occasion de discuter du monde d'après Nairobi, si on peut l'appeler ainsi, c'est-à-dire suite aux événements et aux retombées de CNUCED IV. Au fait, cette question suscitera sans doute des échanges fructueux, d'une perspective quelque peu différente, sur les sujets liés au commerce et à l'énergie et sur la stratégie que devraient adopter les pays industrialisés pour répondre le mieux et le plus efficacement possible aux exigences et aux aspirations du Quart-Monde au chapitre du transfert des ressources et d'une équilibration - ou approche à cet égard - des économies mondiales.

Les règles de travail de San Juan seront les règles éprouvées de Rambouillet. Chaque chef d'Etat ou de gouvernement de chaque délégation peut être accompagné de deux conseillers ministériels. En l'occurrence, il s'agit du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances pour toutes les délégations, y compris la nôtre. Une seule autre personne sera admise dans la pièce, un secrétaire qui n'aura pas droit de parole.

L'ordre du jour du sommet est divisé en deux volets: réunions officielles et officieuses, ces dernières auront lieu lors des repas (un ou deux), sans la présence des conseillers. Ces rencontres permettront aux chefs de gouvernement de donner libre cours à leurs discussions. Ceux d'entre vous qui ont l'expérience des sommets seront d'accord avec moi pour dire que les échanges de couloir sont souvent plus précieux que les entretiens officiels. San Juan permettra largement pareilles rencontres.

Délégation britannique

Premier ministre: James Callaghan

Agé de 63 ans, M. Callaghan est secrétaire aux Affaires étrangères et au Commonwealth jusqu'en avril 1976, date à laquelle il remplace le Premier ministre sortant M. Harold Wilson.

Elu député travailliste pour la première fois en 1945, il n'a pas cessé de siéger à la Chambre des communes depuis. Il devient secrétaire parlementaire du ministre des Transports en 1947, puis, successivement, secrétaire parlementaire et secrétaire des Finances auprès de l'Amirauté en 1950. De 1964 à 1967, il est chancelier de l'Echiquier et, de 1967 à 1970, ministre de l'Intérieur. Lorsque le parti travailliste reprend le pouvoir en février 1974, il est nommé secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et au Commonwealth. Pendant cette période, il est aussi trésorier du parti travailliste.

Secrétaire aux Affaires étrangères et au Commonwealth: Anthony Crosland

Le secrétaire aux Affaires étrangères et au Commonwealth, M. Anthony Crosland, naît en 1918. Il fait des études en économie, s'adonne à la littérature et enseigne à l'université. Ancien président de l'Association Fabienne (Parti socialiste), il est réputé théoricien et penseur de l'aile socio-démocrate du parti travailliste. Pendant le premier mandat de M. Wilson (1964 à 1970), M. Crosland occupe successivement les postes de secrétaire économique au Trésor et de secrétaire d'Etat à l'Administration locale et à la Planification régionale. En 1974, il devient secrétaire d'Etat à l'Environnement et à ce titre est responsable, entre autres, de l'administration locale, de l'habitation, des transports, des travaux publics, des parcs, de l'environnement et de la pollution. Éliminé au premier tour de scrutin lors de la dernière course à la direction du parti travailliste de Grande-Bretagne, M. Callaghan l'a depuis nommé ministre des Affaires étrangères.

Chancelier de l'Echiquier: Denis Healey

Né en 1917, M. Healey étudie à Oxford et fait la guerre en Afrique du nord et en Italie. Candidat malheureux en 1945, il est élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1952. Au Cabinet, il entre à titre de secrétaire d'Etat à la Défense dans le premier gouvernement Wilson (1964 à 1970). Au moment de la reprise du pouvoir par les travaillistes, en 1974, il est nommé chancelier de l'Echiquier, poste qu'il conserve après avoir été défait par M. Callaghan lors de la course à la succession de M. Wilson en avril. Réussite importante, il parvient récemment à faire accepter par les syndicats anglais une hausse salariale maximum de 4 $\frac{1}{2}$ % en échange de certaines concessions fiscales.

Sommet économique de Porto Rico

Texte du communiqué conjoint

Déclaration du Président Ford

Documentation de base

(A) Texte du communiqué conjoint

Sur l'invitation du Président des Etats-Unis, les chefs d'Etat et de gouvernement de la France, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique se réuniront les 27 et 28 juin prochains à Porto Rico. De plus, étant donné les liens étroits de coopération entre les Etats-Unis et le Canada et puisque la réunion aura lieu dans l'hémisphère ouest, le Président des Etats-Unis a invité le Canada à y participer.

Les participants examineront des problèmes d'intérêt mutuel, notamment l'évolution de leur reprise économique et leurs efforts en vue de réaliser une expansion économique soutenue, les questions financières et monétaires, le commerce, l'énergie et les relations avec les pays en développement.

Reconnaissant l'apport du Sommet de Rambouillet aux progrès importants réalisés dans la voie d'un fort redressement économique en pays industrialisés, d'une amélioration du système monétaire international et de la coopération monétaire, de la création d'un ordre

commercial international ouvert, du renforcement de la coopération énergétique entre pays industrialisés et l'amorce d'un dialogue constructif avec le monde en développement, les dirigeants politiques croient que cette réunion ne pourra que favoriser les progrès dans tous les domaines d'intérêt mutuel.

(B) Déclaration du Président:

Je suis heureux d'annoncer ce matin que les chefs de six autres grands pays industrialisés ont accepté l'invitation des Etats-Unis à assister ce mois-ci à une conférence au sommet.

La conférence, qui doit se dérouler les 27 et 28 juin dans le Commonwealth de Porto Rico, réunira, outre les représentants des Etats-Unis, ceux du Canada, de la France, de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni. Je les ai invités à participer à cette réunion, car il est essentiel que les chefs des démocraties industrialisées poursuivent leurs consultations et leur collaboration étroites dans le large éventail des défis et des possibilités dans tous les domaines d'intérêt commun.

Par le passé, les dirigeants de différents pays se sont rencontrés pour faire face à des crises, mais les problèmes complexes d'aujourd'hui exigent qu'ils se réunissent pour les éviter.

Lorsque nous nous sommes réunis à Rambouillet (France) l'automne dernier, nous avons convenus d'entretenir des liens de coopération très étroits afin de favoriser la relance économique, ce qui a entraîné un ralentissement de l'inflation et la création de nouveaux emplois pour

commercial international ouvert, du renforcement de la coopération énergétique entre pays industrialisés et l'amorce d'un dialogue constructif avec le monde en développement, les dirigeants politiques croient que cette réunion ne pourra que favoriser les progrès dans tous les domaines d'intérêt mutuel.

(B) Déclaration du Président:

Je suis heureux d'annoncer ce matin que les chefs de six autres grands pays industrialisés ont accepté l'invitation des Etats-Unis à assister ce mois-ci à une conférence au sommet.

La conférence, qui doit se dérouler les 27 et 28 juin dans le Commonwealth de Porto Rico, réunira, outre les représentants des Etats-Unis, ceux du Canada, de la France, de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni. Je les ai invités à participer à cette réunion, car il est essentiel que les chefs des démocraties industrialisées poursuivent leurs consultations et leur collaboration étroites dans le large éventail des défis et des possibilités dans tous les domaines d'intérêt commun.

Par le passé, les dirigeants de différents pays se sont rencontrés pour faire face à des crises, mais les problèmes complexes d'aujourd'hui exigent qu'ils se réunissent pour les éviter.

Lorsque nous nous sommes réunis à Rambouillet (France) l'automne dernier, nous avons convenus d'entretenir des liens de coopération très étroits afin de favoriser la relance économique, ce qui a entraîné un ralentissement de l'inflation et la création de nouveaux emplois pour

des millions de personnes dans le monde. Aujourd'hui, nous devons nous réunir de nouveau pour tracer une ligne d'action qui maintienne la reprise à un rythme sain et soutenu. Beaucoup d'autres sujets d'importance internationale figureront à l'ordre du jour à Porto Rico, entre autres des questions financières, monétaires et commerciales. Mais au centre des discussions, il y aura la question de déterminer ce que nos nations peuvent faire collectivement pour façonner un avenir plus prospère et plus sûr pour tous vos citoyens.

(C) Documentation de base

L'interdépendance qui s'est créée entre les démocraties industrialisées et la complexité des problèmes communs qu'elles doivent surmonter les ont amenées à reconnaître la nécessité que leurs dirigeants se consultent étroitement et coopèrent entre eux sur le large éventail des défis et des possibilités qui s'offrent à eux, et ce de façon permanente à la fois pour en arriver à un consensus sur les mesures communes à prendre et pour prévoir et résoudre les problèmes afin d'éviter qu'ils ne dégénèrent en crises.

Le Sommet de Rambouillet, qui a eu lieu du 15 au 17 novembre dernier, a souligné l'importance d'un échange de vues poussé entre les dirigeants des grandes démocraties industrialisées sur l'évolution de l'économie mondiale et les problèmes communs qui se répercutent sur leurs nations. A cette réunion, on a discuté, entre autres, des efforts en vue de favoriser la reprise économique, de réaliser une réforme monétaire

et financière internationale, d'accélérer les négociations commerciales multilatérales qui se déroulent à Genève, de promouvoir l'accroissement ordonné et fructueux des relations économiques avec les pays socialistes, de coopérer afin de réduire la dépendance à l'égard de l'énergie importée et d'amorcer un dialogue constructif avec les pays en développement.

Depuis Rambouillet, l'économie mondiale a connu des progrès marqués, et l'Accord signé lors de cette réunion y est pour beaucoup.

A cette occasion, on a convenu de la nécessité de soutenir l'expansion sans entraîner une nouvelle flambée d'inflation. Bien qu'il soit impossible d'évaluer avec précision l'apport du Sommet de Rambouillet, il est manifeste que celui-ci a aidé les dirigeants politiques à résister avec plus de détermination aux pressions pour se livrer à une stimulation excessive et à prendre les décisions voulues, bien que politiquement difficiles, pour mettre leurs nations sur la voie d'un redressement économique stable.

Les participants se sont engagés à résister aux pressions protectionnistes et à continuer à oeuvrer dans le sens de la conclusion fructueuse des négociations commerciales multilatérales à Genève. Par la suite et malgré de graves difficultés internes, ils ont montré la force de leur engagement collectif dans les deux domaines.

Un accord est intervenu sur les principes d'une réforme du système monétaire international, ce qui a orienté les discussions à la réunion du Comité intérimaire du FMI qui a eu lieu en janvier à la

Jamaïque. A cette occasion, on a conclu un accord général englobant les réformes structurelles à long terme ainsi que les mesures à prendre pour répondre aux besoins plus pressants de divers pays en matière de financement.

Les participants ont convenu de s'efforcer d'apporter des améliorations urgentes aux arrangements internationaux en vue de la stabilisation des recettes d'exportation des pays en développement. Cette entreprise est devenue réalité à la réunion du Comité intérimaire à la Jamaïque.

Depuis Rambouillet, la situation a changé dans plusieurs domaines. L'économie de nombreux pays s'est redressée à un rythme satisfaisant; en fait, celle de certains d'entre eux a connu un essor un peu plus rapide que prévu. Le prochain sommet nous fournira l'occasion d'examiner où en sont les efforts déployés par les participants en vue de réaliser une expansion économique soutenue et pourra ainsi s'avérer fort utile pour recenser les problèmes qui risquent de survenir et les moyens de les éviter.

Cette réunion aura lieu à un moment critique de l'évolution des relations entre nations industrialisées et pays en développement. Les participants auront l'occasion d'évaluer les résultats de la conférence de la CNUCED, qui a eu lieu récemment à Nairobi. Ils pourront aussi discuter des autres mesures susceptibles d'être prises au cours des prochains mois, lors de la Conférence sur la coopération économique internationale qui doit avoir lieu à Paris, afin de favoriser le dialogue entre pays industrialisés et en développement dans le but de conclure des arrangements mutuellement avantageux.

Seront aussi à l'ordre du jour la coopération entre consommateurs en vue de réduire la dépendance à l'égard du pétrole importé, l'accélération des négociations commerciales multilatérales tendant à instaurer un ordre commercial international amélioré et plus ouvert, ainsi que d'autres sujets d'intérêt commun.

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01041561 3

DOCS

CA1 EA77 76E15 FRE

Economic Summit Conference Puerto
Rico June 27-28, 1976 : background
material for the press = Sommet
economique de Puerto Ri
32768466

25071	—	BLACK / NOIR	—	BG2507
25072	—	BLUE / BLEU	—	BU2507
25078	—	RED / ROUGE	—	BF2507
25075	—	GREEN / VERT	—	BP2507
25074	—	GREY / GRIS	—	BD2507
25073	—	R. BLUE / BLEU R.	—	BB2507
25079	—	X. RED / ROUGE X.	—	BX2507
25070	—	YELLOW / JAUNE	—	BY2507
25077	—	TANGERINE	—	BA2507

ACCO CANADIAN COMPANY LIMITED
COMPAGNIE CANADIENNE ACCO LIMITÉE
TORONTO CANADA



60984 81800